

Présidentielle de 1965: Marcel Barbu, un «petit» candidat au poil

Par [Pierre Carrey](#) — 22 avril 2017 à 19:38



Marcel Barbu, candidat de dernière minute à l'élection de 1965, a mis en pratique des utopies pour une vie meilleure : des communautés de travail et des logements individuels à loyer modéré. AFP

**«Brave couillon» selon le général De Gaulle,
le premier «petit candidat» à la**

présidentielle sous la Ve s'est fait connaître en pleurant à la télé... C'est tout ce qu'on retient de lui et c'est injuste : ce chrétien de gauche a aussi offert ses entreprises à ses ouvriers et fait construire des milliers de logements en France.

Avant Jacques Cheminade, Jean Lassalle et autres «petits candidats» de l'élection présidentielle française, il y eut l'extraordinaire Marcel Barbu. Le premier inconnu de la première élection au suffrage universel direct, en 1965, qui s'achève par un duel Mitterrand-De Gaulle et l'élection triomphale du général. Dans cette première compétition retransmise à la télé, un théâtre figé et de proximité ménagère, qui consacre le culte de la personnalité en politique, Barbu a un rôle assigné : celui de l'intrus.

Ce mystérieux prétendant s'est invité à la dernière minute, le 19 novembre, à une demi-heure de la fin du dépôt des candidatures. Il plaisante : *«Au début, on m'a dit "Barbu, on ne vous connaît pas", maintenant on me dit "on commence à vous connaître !"»* Il dit représenter *«les Français mal logés, les vieillards inquiets et abandonnés, les malades sans soins, les jeunes sans espérances et sans avenir...»* et bien d'autres catégories encore. Mais aussi les fonctionnaires «rongés d'ennui», les médecins qui passent trop de temps à remplir *«des certificats et déclarations sur l'honneur»*, des architectes égarés dans des *«démarches humiliantes»*...

Larmes à la télé

«Pour autant, ce serait une erreur de le traiter en farfelu, explique son biographe, Michel Chaudy (1), à Libération. Quand il se présente, Marcel Barbu a 58 ans et un parcours riche derrière lui. Vous en connaissez beaucoup, vous, des candidats qui ont travaillé avec l'abbé Pierre ? Ou qui ont cédé leurs entreprises à leurs ouvriers ?»

Barbu est un des premiers brûlés de la politique moderne. Il apparaît le 29 novembre dans le noir et blanc de l'ORTF, sans journaliste pour l'interviewer, seul derrière un bureau. Son intervention fait peine à regarder. Voilà un petit homme à lunettes, un prof de sciences naturelles ou un receveur des postes, qui lit ses notes à la peine. Il observe des silences, on l'entend tourner ses pages. Marcel Barbu se présente en

héritier des paysans révoltés sous la monarchie : *«Je ne suis finalement que ce Jacques Bonhomme, vous savez, ce Français moyen de l'histoire»*.

Homme moyen, c'est en partie vrai : Barbu est né en 1907 dans le bidonville de Nanterre, il a grandi à l'orphelinat d'Élancourt, dans les Yvelines et il a passé le petit séminaire à Versailles. Il travaille comme ouvrier dans la bijouterie et l'horlogerie, créé une entreprise, puis une deuxième. Il aura en tout dix-sept enfants.



Certains disent qu'il s'est mis à sangloter à la télé. Ce n'est pas tout à fait exact. Après sept minutes vingt-six de monologue, il interpelle De Gaulle : *«Mon Général... Vous avez faim de l'amour des Français, j'en suis sûr...»* C'est là que la voix se casse. Mais on ne perçoit aucune larme derrière les lunettes. Le «petit candidat» est-il impressionné par le studio de télévision ? Se reconnaît-il dans cette aspiration à l'amour des gens ? Repense-t-il à sa vie de militant ? Il poursuit : *«Acceptez donc la main que je vous tends»*. La voix tremble de plus belle.

Quelle proposition fait-il précisément à De Gaulle ? Barbu veut convaincre le président de donner un logement décent à chacun. Or, dans le petit écran, il ne parvient pas à se faire comprendre. Seule reste l'image d'un candidat emporté par l'émotion. *«J'ai été stupéfaite de le voir pleurer, se souvient Denise Bobard-Paulard, historienne de la ville de Sannois, dans l'Essonne, où résidait alors Marcel Barbu. Je n'ai pas pu me concentrer sur son propos. Un Sannoisien qui pleurait à la télévision, c'était quelque chose...»*. Le poste hertzien, qui trône dans de nombreux foyers, détruit des images autant qu'il en fabrique. D'ailleurs, Barbu n'est pas le seul à trébucher : Mitterrand se montre malhabile avec ce nouveau média.

Ministère des droits de l'homme

Quatre jours après cette première à l'antenne, le «petit candidat» tente de se rétablir. *«Qu'on se rassure ! dit-il dans une nouvelle émission. Mes nerfs, à 58 ans d'une vie difficile, ont été soumis à rude épreuve – les Allemands s'y sont fort employés, du reste – et je me crois capable de résister à un régime comme celui qui est fait actuellement»*. Pour la première fois, ce philanthrope modeste, maquisard dans le Vercors, fait mention à son passé de déporté, interné au camp de Buchenwald en 1944. Mais, pour ce qui est de son programme politique, on n'est toujours pas avancé.

Pour en savoir plus, il faut lire sa profession de foi envoyée par courrier. Barbu suggère de créer un ministère des Droits de l'homme et d'en finir avec une administration centralisée. Plutôt que des communes, il imagine un découpage du pays par unités de cinquante foyers, dotées de «responsabilités et pouvoirs politiques». S'il est élu, il se donne deux ans pour appliquer ses idées, après quoi il démissionnera.



L'Abbé Pierre lance son appel pour les mal-logés en 1954 : reçu 5/5 par Marcel Barbu (AFP)

Sur l'échiquier politique, où situer Barbu ? Michel Chaudy hésite, puis décrit : *«C'est un chrétien de gauche, anticommuniste, assis à la gauche du PCF dans l'hémicycle lorsqu'il fut brièvement élu député, comme indépendant, en 1946 [entre le 12 mars et le 10 juin, sous le gouvernement provisoire du général De Gaulle, ndlr]»*. En somme, Marcel Barbu est «un homme qui ose» et «un utopiste qui agit».

Le journal Combat en fait plutôt un paranoïaque ou, comme on le dira plus tard, un complotiste, tant Barbu dénonce des coupables mal définis. C'est aussi un populiste, suivant une expression qui deviendra une insulte : *«M. Barbu est dangereux parce qu'il a derrière lui une foule de Français sans visages qu'on ne peut pas compter et qu'il ne connaît pas lui-même»*. Enfin, il s'agirait d'un candidat folklorique, une «*créature du régime gaulliste* », rendue possible par le changement de constitution approuvé par référendum en 1962. Désormais, tout le monde peut concourir à l'élection présidentielle moyennant 100 parrainages d'élus (chiffre multiplié par cinq en 1981) et une caution de 10 000 francs, soit 13 180 euros actuels – *«Ce n'est pas cher pour avoir le droit de parler devant cinquante millions de Français»*, estime Barbu.

Condescendant

Sur sa «*créature*», De Gaulle a des mots à la fois tendres et condescendants : *«C'est un brave couillon»*. Cependant, rien ne dit que la phrase a été prononcée telle quelle, car les propos sont rapportés par Alain Peyrefitte, qui brodait au point de bouclette sur ses conversations avec De Gaulle. Le président aurait ajouté : *«Il y en a beaucoup qui doivent se reconnaître en lui.»*

Chaque candidat en aurait pris pour son grade, si on en croit Peyrefitte. François Mitterrand, le porte-parole de la gauche, parti communiste inclus : *«C'est le plus roublard, le plus dangereux, il est prêt à soutenir toutes les thèses, à se renier lui-même pour s'emparer du pouvoir»*. Jean Lecanuet, le centriste, présenté par quelques médias comme le «Kennedy français» : *«C'est l'enfant de chœur qui a bu le vin des burettes et qui s'est enivré.»* Jean-Louis Tixier-Vignancour, de l'extrême droite : *«C'est Vichy, la collaboration fière d'elle-même, la milice, l'OAS»*. Le général De Gaulle a aussi un mot sur un autre «petit candidat», Pierre Marcilhacy, du Parti libéral européen (droite modérée) : *«C'est un notable, sûr de lui parce qu'il est notable...»*.

Bidonvilles

Sur les six postulants à l'Élysée, Barbu est le seul qui ne représente pas un parti. Sa candidature a été décidée par l'assemblée générale de l'Association pour la construction-gestion immobilière de Sannois (ACGIS) le 9 novembre et les parrainages d'élus sont collectés en quatre jours seulement. Il s'agit de faire connaître cette organisation, qui travaille à la construction de logements individuels en régions parisienne. Pas question d'entasser les familles dans des tours sous contrat de locataire : Barbu veut des petits pavillons, avec un statut de propriétaire, acquis via une coopérative. L'ACGIS se charge de trouver les terrains, les entreprises de gros œuvre et les bailleurs.

La question du mal-logement est absente du débat en 1965 – les électeurs seraient davantage préoccupés par la paix dans le monde, le développement économique, la défense des travailleurs, une répartition plus équitable des revenus, voire la construction européenne, selon les enquêtes d'opinion (2). Pourtant, de nombreuses personnes vivent dans un habitat insalubre, sans eau ni électricité, entassées les unes sur les autres. Parmi elles, les rapatriés d'Algérie. Par ailleurs, il subsiste des bidonvilles au pourtour des métropoles : 255 seront recensés en 1970, ra

Grève de la faim

Barbu s'est engagé corps et âme depuis l'appel de l'hiver 1954, lancé par son ancien collègue député, l'abbé Pierre. L'ACGIS est fondée en 1955. Pendant vingt ans, l'association fait naître entre 3000 et 4000 logements sur Sannois et les environs. Pour ce faire, il faut parfois exproprier des paysans et autres propriétaires fonciers. Les élus locaux sont alors très partagés sur la conduite à suivre. Face à eux, Barbu tente de faire passer ses idées par tous les moyens : grève de la faim (dans sa voiture, stationnée place de la gare à Sannois, en 1958), présentation de candidats au conseil municipal à partir de 1959 (deux d'entre eux obtiennent un siège, deux fervents catholiques, piliers de la paroisse)...

Et, donc, candidature à l'Élysée. Ses allocutions ont l'effet escompté : Barbu dénonce les maires récalcitrants à construire, par exemple ceux d'Achères et de Saint-Leu-la-Forêt, au nord de Paris, qui déclarent porter plainte, mais qui vont en réalité accepter les plans de l'ACGIS.



Six candidats en 1965, dont De Gaulle, Mitterrand et l'ancêtre du FN, Tixier-Vignancour (AFP)

A la radio, Barbu se réclame du Christ plus que de Machiavel. C'est vrai, suivant ses aspirations religieuses et humanistes, il s'est dépouillé à chaque étape de sa vie. Dans les années 40, il a fondé les prémices d'une nouvelle société plus heureuse et plus juste. D'abord en cédant ses deux entreprises à ses ouvriers. Ensuite en montant des communautés où vivent et travaillent les ouvriers et leurs familles. Marcel Barbu imagine ainsi les règles : les salariés cogèrent l'entreprise avec les patrons, l'assemblée générale élit un chef de la communauté pour trois ans, un tribunal paritaire règle les litiges. Les femmes qui n'ont pas de poste à l'usine sont toutefois rémunérées, l'instruction des enfants est dispensée en interne, les ouvriers poursuivent leur éducation par des cours de culture hebdomadaires.

C'est une version actualisée du phalanstère socialiste de Charles Fourier au XIXe siècle. Barbu dit s'inspirer plutôt du scoutisme et des auberges de jeunesse que des autres utopies de gauche. Son projet principal voit le jour, en 1940 près de Valence, dans la Drôme, et il dure jusqu'en 1971, suivi d'une dizaine d'autres tentatives.

Homme de collectif hostile au communisme, patron engagé auprès de ses ouvriers, locataire forcené qui veut offrir à tous un accès à la propriété, personnage maladif qui bouillonne d'énergie, Marcel Barbu doit défendre un projet politique hors normes à l'élection de 1965. Mais son message ne passe pas. Il paie la brièveté de sa campagne, seulement 27 jours, sa diction souffreteuse et ses allusions énigmatiques à De Gaulle.

Un visionnaire

0,98 % des inscrits: son score à la présidentielle de 1965, le plus petit jamais obtenu par un candidat sous la VI^e République, n'est pas à la hauteur de sa vie d'engagement et tire son souvenir trop par le bas. Après le premier tour, il appelle à voter «*sans enthousiasme*» pour François Mitterrand, qui sera battu par le général avec 10 % d'écart. Par la suite, l'association à Sannois entend jouer un rôle dans les échéances nationales, afin d'accélérer la construction de logements sociaux, mais l'idée tourne court, hors la candidature de Barbu à la députation en 1967. En lice dans le VII^e arrondissement de Paris, il recueille 768 voix et, comme son adversaire Maurice Couve de Murville, baron du gaullisme, échoue de 250 bulletins face à un partisan du centre démocrate, Marcel Barbu estime avoir joué son rôle d'arbitre. Ce sera la dernière fois qu'il postule à une élection.

Barbu meurt le 7 novembre 1984 à Paris, à l'âge de 77 ans. Une place de Sannois est baptisée à son nom. Les habitats qu'il a fait construire existent toujours. Pas les communautés de travail, de Valence ou d'ailleurs, alors que les principaux syndicats manifestent tout à coup un intérêt pour l'autogestion dans l'après 1968. «*Il n'aura pas d'héritier ou d'équivalent sur le plan de la politique et des idées*», regrette Michel Chaudy. Marcel Barbu le formulait ainsi en privé : «*Peut-être que mes idées ont cent ans d'avance*». Peu importe qu'il n'ait décroché que 277 652 voix, au moment où il s'est lancé dans l'arène, Marcel Barbu avait déjà gagné.

(1) Michel Chaudy, *Faire des hommes libres: Boimondau et les communautés de travail à Valence, 1941-1982*. Éditions Repas, 2008.

(2) Fondation nationale des sciences politiques : *L'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965*. Armand Colin, 1970.